

Pour comprendre les retraites

Historique :

- Premières retraites : avec Colbert .

Le roi continue de donner un revenu au moment où ils quittent leur activité à ceux qui ont travaillé pour l'état pendant leur vie.

- Au cours du XIX et au début du XX siècle :
 - *Paysans* : la famille élargie nourrit les personnes qui ne peuvent plus travailler
 - *Artisans et commerçants* : placent de l'argent pour leur vieux jours
 - *Patrons de l'industrie* : prennent sur le revenu du capital ce dont ils ont besoin
 - *Pour les ouvriers* : l'enjeu de la protection sociale est une priorité de survie
 - un siècle de **LUTTE** et d'**AUTOORGANISATION**
 - Mutuelles (professionnelles) avec les faiblesses d'une caisse professionnelle lorsque la profession est en crise

Progressivement les Assurances Sociales se mettent en place

Avec en 1930, extension du régime des Assurances Sociales par un réseau de Caisses

Pourquoi des luttes ?

Parce que toutes les fois qu'on donne un **revenu** (retraite) à quelqu'un (ou à un groupe donné), on le prend sur la **production** commune,

Ça veut dire

- On ne pourra pas le donner à quelqu'un d'autre, voir
- On l'enlèvera à quelqu'un d'autre

L'organisation sociale est faite de tension entre des forces sociales qui n'ont pas les mêmes intérêts.

- Pour ne pas être en conflit permanent, à un moment, les forces sociales vont chercher un compromis entre leurs différents intérêts.
- Pour fonctionner ensemble durablement sur un territoire donné, les acteurs de ce territoire se mettent d'accord sur un « **Contrat social** ».

Enjeux de société permanent autour de ce « **CONTRAT SOCIAL** »

Le « Contrat social » d'après guerre

↳ État des forces en 1945

- la « résistance » a gagné la guerre
- les acquis de 1936 sont très présents chez les travailleurs
- le grand patronat s'est compromis avec l'Allemagne nazie et le régime de Vichy

↳ Valeurs dominantes

- **Liberté** : On ne s'est pas débarrassé de la pression nazie pour retomber sous la pression des patrons
- **Solidarité** au delà des corporatismes, On vient d'expérimenter, dans la résistance, que c'est possible et payant

↳ La logique de compromis du Contrat Social, va être construite autour du « **Programme du Conseil National de la Résistance** »

« ... une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours...¹ »

« un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapable de se les procurer par le travail... »

↳ D'où :

- généralisation de la « Sécurité Sociale » (dont les retraites)
 - ⇒ Régime général élément unificateur avec des compromis
 - Les professions libérales (artisans, commerçants) refusent de cotiser avec les ouvriers ⇒ Régimes autonomes
 - Les agriculteurs gardent leur régime ⇒ Régime agricole
 - Maintien des ⇒ Régimes spéciaux pour les fonctionnaires
 - Les cadres créent un ⇒ Régime de retraites complémentaires pour augmenter leurs revenus à la retraite.
- Les caisses sont gérées
 - Par des « élus » présentés sur listes syndicales (75% ouvriers, 25% Patrons)
 - Mise en place de la retraite par « REPARTITION » correspondant
 - D'une part aux valeurs (Solidarité entre génération)
 - D'autre part, dans les années trente, l'argent placé pour les retraites (capitalisation) avait fondu avec le crac boursier

Voici les bases sur lesquelles sont fondées nos **retraites** actuelles et toute notre protection sociale (retraite, santé, chômage, famille : assurée par la « solidarité nationale », garantie par « l'État providence »

- Droit à une retraite descente
- Assurée par la solidarité nationale

C'est ce « contrat social » qui est remis en cause par le patronat et le gouvernement

1 Extrait du « programme du Conseil National de la Résistance » : *les jours heureux*

Les évolutions depuis 1945 : Deux grandes réformes

➤ **En 1967** : Pompidou 1^{er} ministre, pendant l'été et par ordonnance,

- 3 caisses
Maladie
Famille qui doivent s'équilibrer
Vieillesse
- Paritarisme **50%** - 50% au lieu de **75%** (salariés) – 25% (employeurs)
- Représentants « **désignés** » par les syndicats et **non plus élus**
- Augmentation des cotisations ouvrières

Le rapport entre les deux principales forces s'est modifié

- Le patronat a repris du poil de la bête (la collaboration c'est loin)
- Les caisses gérées par les ouvriers sont en déficit

Avec la « désignation », pouvoir renforcé à la technocratie

Depuis, dans les rapports de CNPF (MEDEF) le patronat écrit régulièrement son souhait de **remplacer les « Retraites » par des « assurances privées »**

➤ **En 1993** Réforme BALADUR pendant l'été

- On passe progressivement de 37ans ½ de cotisation à 40ans dans le privé
- Les retraites sont calculées sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures
- Abandon de l'indexation des retraites sur les salaires (plus de prise en compte de l'inflation)

Si les choses restent en l'état, à l'horizon 2040

- Baisse de 20% des retraites du privé
- Environ 30% des retraités auront un revenu proche du seuil de pauvreté

les réformes suivantes renforcent la réforme Baladur

Les quatre enjeux de la réforme des retraites pour le MEDEF

- **Entreprise** : Permettre aux entreprises de se dégager de leur responsabilité de la rémunération des anciens travailleurs
- **Social** : Casser l'organisation collective des salariés
- **Idéologique** :
Rattacher le droit à la retraite à *l'épargne*, et le détacher d'un droit acquis par le *travail*
- **Financier** :
 - Permettre au capitalisme financier de s'approprier les sommes considérables des retraites (la protection sociale représente environ 20 % du PIB.) et
 - à terme, faire baisser les revenus des anciens travailleurs qui n'auront pas les moyens d'épargner